

Amérindiens : les grands perdants de la Révolution américaine

Gilles Havard dans le mensuel 542 de l'Histoire (avril 2026)

Loin d'être uniquement un combat pour la liberté, la révolution est aussi une lutte visant l'accès au territoire. Ses conséquences sont dévastatrices pour les Amérindiens. Même s'ils considèrent ce conflit comme une guerre civile entre Blancs, il leur est impossible d'y échapper.

A l'orée de la révolution américaine, l'actuel territoire des États-Unis est contrôlé aux neuf dixièmes par les peuples amérindiens. Des pêcheurs de saumon du Plateau, dans les Rocheuses, aux cultivateurs de maïs du Sud-Est, en passant par les spécialistes californiens de la vannerie, les agriculteurs pueblos du Sud-Ouest ou les chasseurs de bison des Grandes Plaines, l'Amérique autochtone est une mosaïque de peuples ayant leurs propres langues, organisations politiques et sociales, coutumes, formes d'usage du territoire et cosmogonies. Rien ne présuppose leur conquête.

Trois principales zones se dégagent. A l'ouest du Mississippi, les implantations coloniales se limitent à quelques bourgades, telles que Santa Fe et Saint-Louis, dans un océan de souverainetés amérindiennes.

Entre les Appalaches et le fleuve Mississippi, où se dessine un premier Ouest, les Amérindiens, toujours souverains, sont pris dans des relations d'alliance et d'interdépendance avec les Britanniques ou les Espagnols, qui, politiquement, ont supplanté les Français depuis la chute de la Nouvelle-France. Sur la côte atlantique, enfin, du Massachusetts à la Virginie, les sociétés amérindiennes ont été brisées par la colonisation anglaise à partir du milieu du XVII^e siècle, au point, pour certaines d'entre elles, de disparaître.

En octobre 1763, George III, par sa Proclamation royale, avait cherché à sanctuariser l'Ouest jusqu'au Mississippi, en le qualifiant de « réserve indienne ». Le but était d'empêcher la colonisation par-delà les Appalaches pour éviter les conflits avec les Autochtones, au grand mécontentement des colons et des spéculateurs. De fait, les années 1770 voient l'espace colonial anglo-américain se dilater par-delà ces montagnes. On le comprend : loin d'être uniquement un combat pour la liberté face à un roi lointain, la révolution est aussi une lutte pour l'accès au territoire et à ses immenses ressources foncières. Son succès doit permettre aux colons de s'étendre vers l'ouest, de déposséder les populations autochtones et de spéculer sur les terres nouvellement acquises.

S'accommoder ou résister ?

Dès lors, la question amérindienne s'impose de façon centrale dans la manière dont se construisent les États-Unis. Durant l'été 1776, l'interrogation sur le statut des Indiens donne lieu à des débats animés au sein du

second Congrès continental. A la différence de Thomas Jefferson, qui estime que les Autochtones doivent être soumis à la juridiction des colonies, le juriste de Pennsylvanie James Wilson observe ainsi : « Nous n'avons aucun droit sur les Indiens, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des limites réelles ou prétendues d'une colonie. Ils ne se laisseront pas catégoriser en fonction des limites des colonies. »

Quant aux Amérindiens, ils perçoivent d'abord le conflit anglo-américain comme une guerre civile entre Blancs, à laquelle ils ne sont pas tenus de prendre part. Au vrai, beaucoup de groupes se divisent sur la position à adopter : faut-il rester neutre ou s'engager en faveur de l'un des belligérants ? Pour les petites nations évoluant en contact étroit avec les colons, comme pour les puissantes confédérations de l'intérieur des terres - Creek, Cherokee, ligue iroquoise des Six Nations -, il s'avère toutefois difficile d'échapper au conflit.

Ce qui est sûr, c'est que les Amérindiens, dans les années 1770-1780, ne conduisent pas leur propre « guerre d'indépendance », comme on le lit parfois sous la plume d'historiens, qui semblent assimiler la situation politique, les aspirations ou même l'univers mental des Autochtones à ceux des patriotes. Soyons précis : d'un côté, des colons mènent une guerre pour se libérer d'une tutelle politique, fiscale, administrative et militaire ; de l'autre, des nations autochtones déjà indépendantes, car souveraines, cherchent à répondre à une invasion, soit en tentant d'expulser les intrus, soit en s'accommodant avec le colonisateur.

Le chef cherokee Dragging Canoe (Tsiyu Gansini, « Celui qui traîne le canoë ») fait partie de ceux qui n'entendent pas transiger. Au printemps 1776, à Mobile (actuel Alabama), dans la partie de l'ancienne Louisiane française devenue britannique, il est reçu par l'officier écossais Henry Stuart. Celui-ci se dit désolé des « empiétements qui ont été faits sur leurs terres par les Virginiens¹, [...] en dépit des ordres du roi », mais il reproche aux Cherokee d'avoir eux-mêmes conclu des accords fonciers avec les colons américains, dans l'actuel nord-est du Tennessee. Dragging Canoe lui répond « qu'il n'avait pas participé à la conclusion de ces transactions [et] blâmait certains [des] vieillards [dont un grand chef nommé Attakullakulla] trop âgés pour chasser [...] qui, par leur pauvreté, avaient été incités à vendre leurs terres ». Pour sa part, il l'assure, il est prêt à se battre avec la jeunesse guerrière cherokee, elle-même avide d'exploits, pour défendre les terres de son peuple.

Des maisons brûlées

Il y a dans ce discours la réflexion d'un chef de guerre, mais aussi d'un chasseur, qui peut constater la diminution du gibier, qu'il s'agisse du chevreuil et même du bison, animal sur le point de disparaître à l'est du fleuve Mississippi. Tout en suggérant les tensions générationnelles à l'oeuvre parmi les Cherokee, Dragging Canoe s'inquiète donc de la possibilité pour son peuple de continuer à vivre de façon traditionnelle.

Si les Autochtones christianisés de Natick et de Ponkapoag, dans le Massachusetts², les Catawba de Caroline du Sud, ou certains Iroquois (Oneida, Tuscarora) sont recrutés comme auxiliaires et éclaireurs dans l'armée américaine, les Amérindiens choisissent, dans leur grande majorité, de s'allier aux Britanniques, ne serait-ce que pour profiter de leurs marchandises. Surtout, ils comprennent que les Américains incarnent la plus grave menace pour leurs terres. En 1776, la distinction qu'établissent les Autochtones entre les « modes » anglais et américain d'implantation coloniale fait écho à la différence qu'ils traçaient une génération plus tôt entre les Français et les Britanniques.

En 1754, des Iroquois « domiciliés » de la vallée du Saint-Laurent, alliés aux Français, s'adressaient ainsi aux Iroquois pro-Britanniques de la Ligue des Six Nations : « Ignorez-vous, nos frères, quelle différence il y a entre notre père [le gouverneur français] et l'Anglais ? Allez voir les forts que notre père a établis et vous y verrez que la terre sous ses murs est encore en terres de chasse ; [alors que] l'Anglais au contraire n'est pas plutôt en possession d'une terre que le gibier est forcé de désert, les bois tombent [...], la terre se découvre. »

Désormais, ce sont les Britanniques qui disent aux Indiens de se méfier des Américains. La cause patriote se renforce d'ailleurs à travers la croyance selon laquelle tous les Amérindiens s'allient au roi d'Angleterre, ce qui est aussi une façon de justifier leur dépossession, tandis que le Congrès utilise la peur des

Indiens pour solidifier l'Union et justifier sa prise de pouvoir.

Dans le Sud, si les Creek privilégient l'alliance britannique, ils n'entrent pas en guerre ouverte avec les Américains. Une partie des Cherokee, en revanche, passent à l'action dès juillet 1776, sans même être soutenus par les Britanniques. Trois contingents de plusieurs centaines de guerriers, dont l'un conduit par Dragging Canoe, attaquent les établissements coloniaux de l'arrière-pays de la Caroline du Nord et de la Virginie, brûlant les cabanes et tuant le bétail. A la fin de l'été 1776, les autorités de la Virginie, des Carolines et de la Géorgie organisent une riposte brutale. Une armée forte de 6 000 miliciens détruit la plupart des villages cherokee, qu'ils soient neutres ou « hostiles », brûlant maisons, champs et réserves de nourriture et mettant en fuite leurs habitants. Acculés, les Cherokee acceptent de céder 20 000 km² de leur territoire lors d'un traité signé en juillet 1777 avec la Caroline du Nord.

Une guerre civile entre Iroquois

La paix reste cependant précaire car le flot de la colonisation apporte chaque année son lot d'intrus qui, selon un schéma amené à se répéter, violent les frontières précédemment fixées. Les grands-parents d'un futur célèbre pionnier, David Crockett, qui naîtra quelques années plus tard, sont ainsi tués lors d'un raid indien à l'été 1777. En 1781, alors que les Virginiens leur ont fait subir de nouvelles déprédations, la plupart des Cherokee choisissent la voie de

l'accommodement, à l'exception de la bande de Dragging Canoe, soit 400 à 500 familles réfugiées dans la vallée de Chickamauga, à la frontière actuelle du Tennessee et de la Géorgie, qui refuse de déposer les armes.

Au nord, ce sont les Iroquois, dans l'État actuel de New York, qui paient le plus lourd tribut à la guerre d'Indépendance. Leur confédération, qui compte six nations (Mohawk, Oneida, Onondaga, Cayuga, Seneca, Tuscarora), est en proie à un dur conflit interne. Après que la variole a dévasté leur capitale, Onondaga, durant l'hiver 1776-1777, le feu central de la Ligue, symbole d'unité de la longue maison iroquoise - laquelle désigne métaphoriquement l'ensemble de la confédération -, est rituellement éteint. Les Oneida et les Tuscarora se placent du côté américain, quand les Mohawk du chef Joseph Brant (Thayendanegea), mais aussi les Onondaga, les Seneca et les Cayuga, choisissent de soutenir des loyalistes. Lors de la sanglante bataille d'Oriskany en août 1777, les loyalistes et les patriotes s'affrontent en même temps que se font face leurs alliés iroquois respectifs. Les Mohawk et les Oneida vont jusqu'à s'attaquer mutuellement, de village à village, dans ce qui relève d'une guerre civile autochtone. Le 20 mai 1778, les Oneida participent également à la bataille de Barren Hill (Pennsylvanie) contre les troupes britanniques, aux côtés du marquis de La Fayette, qu'ils baptisent du nom de Kayewla, « Cavalier redoutable ».

Les Delaware, un 14e État ?

Durant l'hiver 1779, désireux de répliquer aux attaques iroquoises sur les frontières du New York et de la Pennsylvanie, George Washington donne l'ordre à l'armée continentale de conduire une guerre totale contre les six nations, ce qui lui vaudra parmi elles le surnom de Hanondagonyes, « Destructeur de villages ». En août et septembre 1779, avec une force combinée de 4 500 hommes, les généraux John Sullivan et James Clinton mènent ainsi une campagne de terreur et de destruction dans tout le pays iroquois.

D'autres groupes s'efforcent, tant bien que mal, de maintenir leur neutralité, à l'exemple des Delaware (ou Lenape), eux aussi divisés sur la marche à suivre. En 1778, les chefs White Eyes, John Killbuck et Captain Pipe négocient toutefois une alliance avec les patriotes, qui cherchent à traverser leur territoire - dans l'actuel Ohio - pour atteindre les Britanniques à Detroit. A cette occasion, les Américains réactivent à l'échelle fédérale la tradition coloniale (française, espagnole et britannique) des traités avec les Indiens. Le premier traité signé par les États-Unis avec une nation étrangère est bien celui de février 1778 avec la France, mais le deuxième est négocié avec les Delaware, en septembre 1778, à Fort Pitt (site actuel de Pittsburgh).

Les délégués américains Andrew et Thomas Lewis offrent alors aux chefs delaware une ceinture de perles de coquillages (wampum) qui représente, avec des perles noires (ou violettes), sur un fond blanc symbolisant la paix, les treize États américains et la

nation delaware. L'un des articles du traité stipule que toute tribu pourra rejoindre cette confédération et « former un État dont la nation Delaware sera la chef, et avoir une représentation au Congrès ». Instant fugace, comme suspendu, de l'histoire états-unienne, où se donne à voir la possibilité d'une association politique entre Américains et Autochtones. Il est peu probable cependant que le projet de faire des Delaware le 14^e État de l'Union ait été sincère de la part des Américains. On voit plutôt à l'oeuvre, ici, un expédient de guerre ou, au mieux, du bricolage politique.

Dans le Nord, par ailleurs, les patriotes font appel à des officiers français pour instrumentaliser la nostalgie éprouvée par les Amérindiens pour le temps de la Nouvelle-France. A l'été 1780, le colonel Augustin de La Balme, volontaire de la guerre d'Indépendance dès 1777, parvient ainsi à Fort Pitt et, s'appuyant sur un Canadien affilié aux Autochtones, Godefroy de Lintot, tente de réactiver les alliances franco-indiennes au service des Américains. En vain, cependant. Outre que les Indiens se montrent sensibles à la possibilité d'être ravitaillés par les Britanniques en armes, objets métalliques et produits textiles, le comportement des colons américains se révèle rédhibitoire.

Une nation coloniale

Dans une lettre au chevalier de La Luzerne, ambassadeur de France aux États-Unis depuis 1779, Augustin de La Balme note ainsi qu'une alliance des Shawnee, des Delaware et des Wyandot avec les patriotes est plus que compromise : « Eu égard de la

conduite des Habitants [américains] de ces frontières ici [...] excepté le commandant de Fort Pitt tous ont des procédés révoltant envers les Indiens, pendant qu'on traitait de paix au Fort, un parti de huit hommes va chez les Nations pour massacrer quelques Indiens, d'autres vont voler quatre chevaux près de leur camp, de toutes ces friponneries et de ces perfidies, il doit résulter un grand fond de haine qui engendre nécessairement la guerre. »

En février 1783, le traité de Paris consacre l'existence des États-Unis sans un mot sur les Amérindiens. Rien de surprenant à cela. Durant toute l'Époque moderne, ces peuples sont invisibles dans les traités signés en Europe (l'une des seules exceptions étant le traité d'Utrecht, en 1713, qui mentionne les Iroquois, prétendument « soumis à la Grande-Bretagne »). Les Britanniques, en 1783, cèdent aux États-Unis un vaste territoire situé à l'est du Mississippi, au sud des Grands Lacs et au nord de la Floride, où vivent 150 000 Autochtones. Ce territoire semble immédiatement conçu comme relevant de la sphère domestique de la jeune république. Pour George Washington, les nations indiennes s'inscrivent « dans les limites des États-Unis ». L'idée prévaut au Congrès que les États-Unis ayant défait la Grande-Bretagne, les alliés indiens des Britanniques passent sous leur souveraineté et doivent céder leurs terres en compensation des atrocités commises pendant la guerre. Le 2 juillet 1783, le général américain Philip Schuyler déclare ainsi sèchement aux Iroquois : « Nous sommes désormais

les maîtres de cette Ile [ce continent] et pouvons disposer des terres comme nous l'entendons. »

Dans les années suivantes toutefois, sous l'impulsion de Henry Knox, placé en 1789 à la tête du Department of War (ministère de la Guerre) sous la présidence de George Washington, une approche moins ouvertement conquérante va prévaloir. Knox parvient à convaincre le Congrès de l'importance des affaires indiennes et du risque, si l'on n'y prend garde, de déclencher une guerre généralisée sur les frontières. Aussi préconise-t-il la reprise des méthodes diplomatiques britanniques (et plus anciennement françaises), fondées sur la rhétorique de la « protection » à l'égard des Amérindiens, plutôt que sur une logique d'assujettissement. Cette politique s'appuie sur la remise de cadeaux et de médailles aux chefs autochtones et sur la conclusion de traités (tous fonciers), les Amérindiens étant alors catégorisés comme des « nations étrangères ».

Reste que le pli est pris. Affranchie du joug colonial britannique, la république états-unienne se constitue immédiatement en nation coloniale et impériale. Coloniale, du fait du mouvement de peuplement et de colonisation vers l'ouest - il dure depuis un siècle et demi -, de la spéculation foncière et de la volonté de « civiliser » les Indiens en les transformant en petits fermiers, adeptes de la propriété privée ; impériale, au sens où la jeune république s'efforce de gérer et de gouverner des populations diverses réparties dans un territoire de plus en plus vaste. De fait, l'indépendance

des États-Unis ne met pas fin à l'époque coloniale, elle ne fait qu'en durcir les termes en enfantant un nouvel empire qui finira par s'étendre par-delà le Mississippi, jusqu'au Pacifique. En 1786, un chef cherokee, Old Tassel, peut ainsi confier, dépité, à un officier américain : « Votre peuple colonise nos terres beaucoup plus rapidement après un traité de paix qu'avant. »

NOTES :

1. Les Amérindiens donnent alors le nom générique de « Virginiens » à tous les colons qui menacent leurs terres comme leur mode de vie, et donc pas seulement aux habitants de la Virginie.

2. Il s'agit de communautés qui avaient été évangélisées dès le XVIIe siècle. Les Britanniques appelaient ces Indiens de langues algonquiennes les « Praying Indians ».

L'AUTEUR

Directeur de recherche au CNRS, Gilles Havard a notamment publié *Les Natchez. Une histoire coloniale de la violence* (Tallandier, 2024).

PORTTRAITS : EN MAJORITÉ DU CÔTÉ DES BRITANNIQUES

Joseph Brant

Ce chef de guerre mohawk (une des nations iroquoises) était allié aux Britanniques et redouté par les colons américains.

Cunne Shote

Ce chef cherokee a visité Londres en 1762. Les

Cherokee ont durement subi la guerre et ont vu leur territoire se réduire.

Red Jacket

Chef seneca (une autre nation iroquoise), il fut le rival de Joseph Brant, mais a lui aussi combattu les insurgés américains.

TERRES INDIENNES À VENDRE

Expropriation : l'indépendance des États-Unis enfante un nouvel empire qui cherche à s'étendre, surtout après l'achat de la Louisiane aux Français en 1803. Sur cette affiche de 1911, des terres indiennes sont vendues bon marché par le gouvernement fédéral. Les réserves se réduisent comme peau de chagrin.

DANS LE TEXTE - DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Des « sauvages sans pitié »

Il [le roi George III] cherche à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe ni de condition."

Déclaration d'indépendance, 4 juillet 1776.

DANS LE TEXTE - MARY JEMISON

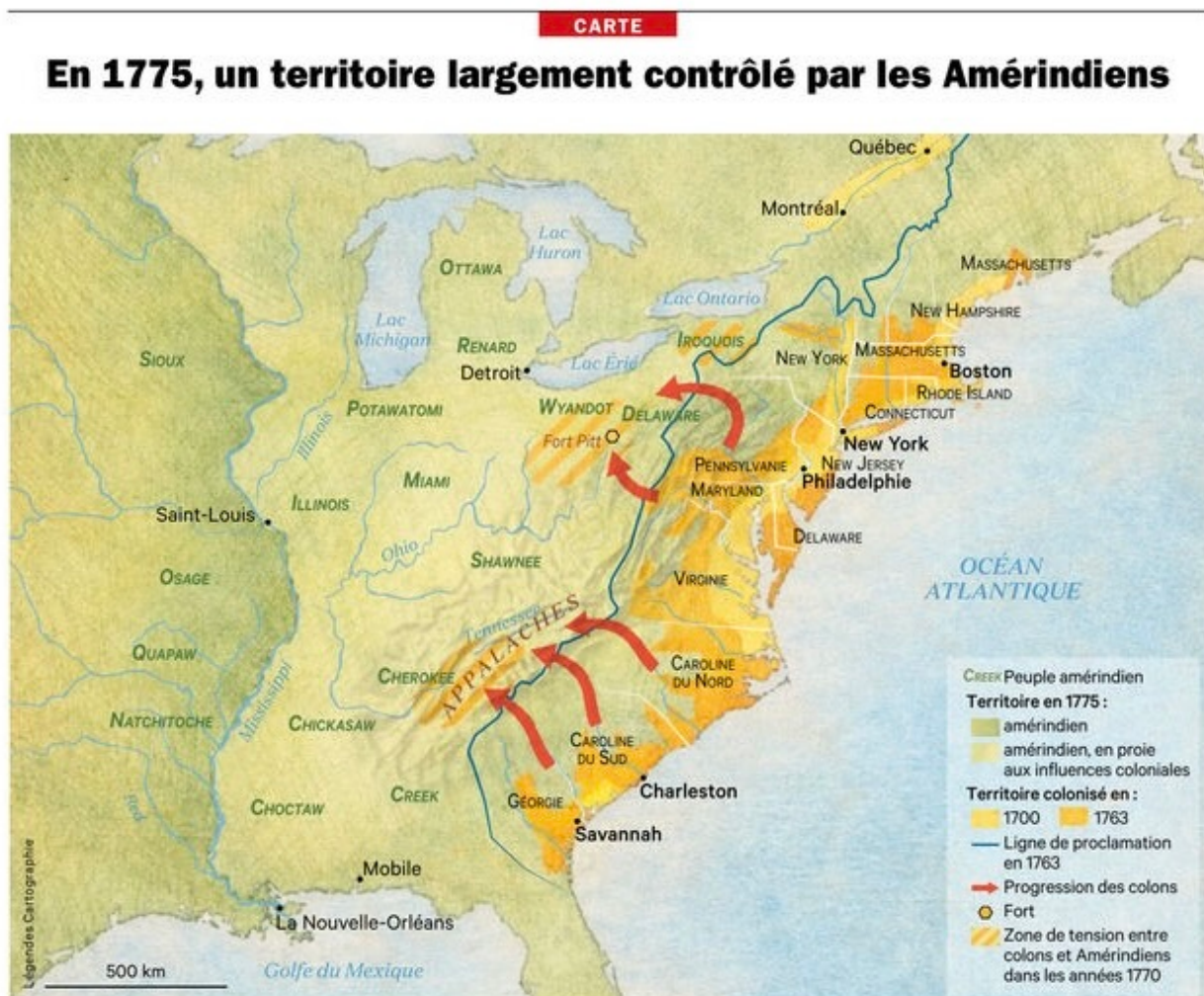
Chez les Iroquois

A l'automne 1779, nous apprîmes qu'une armée de rebelles, puissante et nombreuse, commandée par le général Sullivan, progressait rapidement [vers Canandaigua], brûlant et détruisant les huttes et les champs de maïs, tuant le bétail, les porcs et les

chevaux, abattant les arbres fruitiers appartenant aux Indiens dans tout leur territoire."

Récit de la vie de Mrs Jemison enlevée par les Indiens en 1755, Aubier-Montaigne, 1978.

CARTE - EN 1775, UN TERRITOIRE LARGEMENT CONTRÔLÉ PAR LES AMÉRINDIENS



A la veille de la révolution, l'Amérique du Nord est encore en grande partie contrôlée par les Amérindiens. En 1763, les Britanniques, redoutant la progression des colons, tentent de les contenir en deçà d'une ligne (dite de « proclamation ») correspondant à la crête des Appalaches. Mais rien n'empêchera leur expansion vers l'ouest. La guerre d'Indépendance accélère ce processus de délitement des souverainetés autochtones.